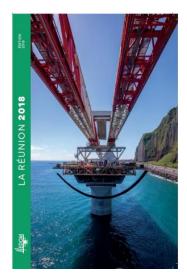


Communiqué de presse

Saint-Denis, le 26 juin 2019

L'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) de La Réunion publie son rapport annuel 2018



Document de référence pour la société civile, mais aussi pour les décideurs politiques et économiques, le rapport annuel de l'IEDOM offre un éclairage sur la situation économique, sectorielle, monétaire et financière de La Réunion. Il est organisé en quatre chapitres : les caractéristiques structurelles, le panorama de l'économie de La Réunion, les secteurs d'activités, l'évolution monétaire et financière.

Cet ouvrage rassemble l'essentiel des informations économiques et statistiques disponibles sur le territoire.

L'année 2018 fait ressortir un bilan de l'activité économique en demi-teinte. La situation de l'emploi se dégrade à La Réunion avec la baisse massive des contrats aidés. Le pouvoir d'achat des ménages est freiné par un rebond de l'inflation. Le mouvement des Gilets jaunes en fin d'année a entrainé une quasi-paralysie de l'activité pendant quinze jours. Le secteur agricole a souffert de mauvaises conditions climatiques et la campagne sucrière est mauvaise. Ces différents éléments soulignent la fragilité de

l'économie réunionnaise. En 2018, la croissance marque le pas après quatre années de dynamisme.

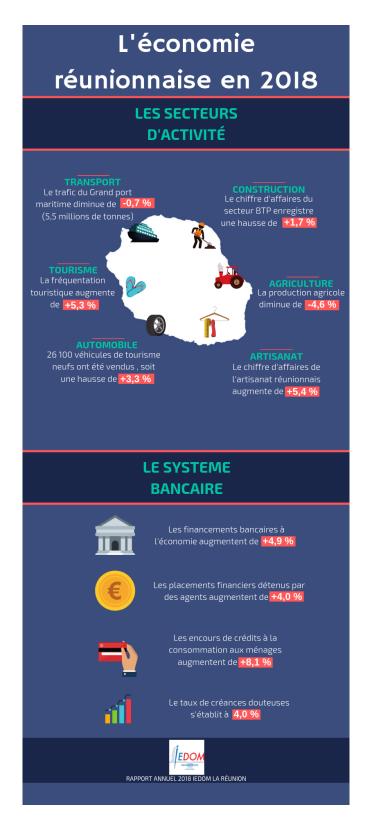
Toutefois, les chefs d'entreprises interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture IEDOM ont aussi témoigné d'une certaine confiance. L'indicateur de climat des affaires est stable à sa moyenne de long terme sur les trois premiers trimestres. Certains secteurs confirment d'ailleurs leur bonne santé. Le tourisme réalise une très bonne année. Les ventes automobiles atteignent des records. Le secteur du BTP reste soutenu par les travaux publics avec le chantier de la Nouvelle route du littoral. L'économie réunionnaise revêt un fort potentiel avec des filières stratégiques à développer, notamment dans l'économie verte.

L'activité du secteur bancaire reste soutenue. En 2018, les encours sains de crédits à l'économie progressent de 4,9 % et dépassent les 22 milliards d'euros. L'activité est tirée à la hausse par les crédits aux ménages (+6,3 %) et plus particulièrement les crédits à la consommation (+8,1 %). Les placements financiers totaux détenus par les agents économiques réunionnais s'élèvent quant à eux à 15 milliards d'euros à fin 2018, en progression de 4,0 % sur l'année.

Les principales banques locales affichent un produit net bancaire en hausse de 3,5 % (PNB, équivalent de leur chiffre d'affaires). Leur résultat net est néanmoins en baisse (-17,5 %) avec une hausse du coût du risque (il était particulièrement faible en 2017 avec des reprises de provisions constituées les années précédentes).

Le réseau d'agences bancaires se réduit en 2018 (suppression de 11 agences en deux ans). La disparition d'un acteur du marché (Banque de La Réunion, fusionnée avec la CEPAC) et le processus de consolidation des réseaux d'agences bancaires, en lien avec l'émergence de la banque digitale, modifient le paysage bancaire réunionnais.

L'économie réunionnaise est largement bancarisée même si la densité des équipements bancaires est inférieure à la moyenne nationale. La forte utilisation de l'argent liquide reste un élément notable comme en témoigne une émission nette de monnaie fiduciaire par habitant 2,7 fois plus élevée à La Réunion qu'au niveau national. Néanmoins, les comportements évoluent. Le nombre de paiements par carte bancaire effectués chez les commerçants équipés progresse rapidement (+15,0 % en 2018). La part en montant des retraits d'espèces dans les transactions par carte bancaire reste élevée (44 % en 2018 à La Réunion contre 21 % en France entière), mais en nette diminution (-10 points en 5 ans).



<u>Téléchargez gratuitement le rapport annuel 2018 de l'IEDOM – LA RÉUNION</u>

L'IEDOM assure le rôle de banque centrale dans les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte), ainsi que dans les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint Barthélemy et Saint-Martin, dont la monnaie est l'euro. Société immatriculée au RCS, il exerce ses missions de banque centrale « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France ». L'IEDOM exerce également des missions de service public qui lui ont été confiées par l'État. Par ailleurs, il assure le rôle d'observatoire économique et financier des économies ultramarines.